

COMMISSION SPECIALE  
CHARGÉE D'EXAMINER LES  
CIRCONSTANCES QUI ONT  
CONTRAIT AU  
DEMANTELEMENT DE LA DEXIA  
SA

du

LUNDI 12 MARS 2012

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE DIE  
ERMEE WORDT BELAST DE  
OMSTANDIGHEDEN TE  
ONDERZOEKEN DIE HEBBEN  
GELEID TOT DE ONTMANTELING  
VAN DE NV DEXIA

van

MAANDAG 12 MAART 2012

Namiddag

La séance est ouverte à 17.19 heures et présidée par Mme Marie-Christine Marghem.  
De vergadering wordt geopend om 17.19 uur en voorgezeten door mevrouw Marie-Christine Marghem.

**Audition de M. Jean-Paul Servais, président de la FSMA**

**Hoorzitting met de heer Jean-Paul Servais, voorzitter van de FSMA**

La **présidente**: Je passe maintenant la parole à M. Servais que nous accueillons dans cette commission pour la quatrième fois M. Servais?

**Jean-Paul Servais**: Pour la troisième fois, madame la présidente. Et une fois en commission des Finances.

La **présidente**: C'est un plaisir.

**Jean-Paul Servais**: C'est un plaisir pour moi aussi d'essayer d'être utile aux activités de votre commission spéciale.

La **présidente**: Sur cette note favorable, je propose que l'on déplie l'écran qui vous servira à la préparation. N'oubliez pas, si vous avez l'intention de commenter votre présentation en étant près de l'écran, de prendre votre micro.

**Jean-Paul Servais**: Madame la présidente, je vous remercie de m'avoir invité pour commenter un aspect du dossier que j'ai déjà eu l'honneur et le plaisir de vous commenter à différentes reprises et qui fait l'objet des débats de ce jour, à savoir les prêts de Dexia Banque Belgique aux groupes ARCO et Holding Communal.

Je dis cela car j'ai déjà eu l'occasion, dès le

29 novembre 2011, devant un certain nombre d'éminents parlementaires ici présents, de donner pas mal d'explications lors de la réunion publique de la commission des Finances de la Chambre, avant la constitution de votre commission spéciale. Vous retrouverez ces détails dans le compte rendu officiel, ils sont exactement dans la même ligne de ce que je vais me permettre soit de répéter soit de commenter de manière plus approfondie. J'ai également eu l'occasion d'y faire largement référence dans le cadre des auditions du 13 ...

Dat was vooral het geval voor die van 30 januari. De hoorzitting geeft mij ook de gelegenheid, als u mij dat toestaat, mevrouw de voorzitter, om een aantal verklaringen recht te zetten, die vele mensen verbaasden, onder andere medewerkers van de FSMA en van de Nationale Bank van België.

Je vous remercie de la possibilité qui m'est offerte de pouvoir donner plus de précisions. Certaines choses n'étaient pas suffisamment claires. Peut-être est-ce dû à la faible qualité de mon exposé, sous l'angle pédagogique. Je me dois dès lors de vous donner à nouveau des explications, pour autant que ce ne soit pas suffisamment clair.

Pour rappel, j'ai repris les *slides* que j'avais utilisés lors de mes auditions du 13, mais en raison de la suspension car il était près de minuit, surtout le 30. Le départ est du même tonneau que ce que je m'étais permis de vous présenter lors de mon audition des 13 et 30 mais il y a aussi un certain nombre d'autres développements pour autant que de besoin.

Je rappelle que le prix de l'augmentation de capital qui a été faite en septembre 2008 est la

résultante d'une mécanique ancrée militairement dans le Code des sociétés. Il prévoit en son article 598 que l'augmentation de capital, comme c'était le cas pour l'augmentation de capital de 6 milliards, qui se fait hors droit de préférence et qui est destinée à des personnes déterminées, se fait selon un prix qui correspond à la moyenne des 30 derniers jours de bourse. C'est ce qui a fait que l'on est arrivé, attestation à l'appui de l'organe de gestion et du commissaire réviseur, au prix de 9,90 euros.

Pour autant que besoin, je me permets de rappeler que ni la Banque nationale de Belgique à l'heure actuelle, ni la CBFA auparavant ne sont en charge du contrôle de la légalité de cette opération au regard du droit des sociétés. On croit parfois par erreur qu'une autorité de contrôle doit intervenir dans toutes les matières. Or, bien entendu, ce n'est pas le cas pour une autorité de contrôle du secteur financier qui n'intervient pas dans les questions de droit de l'environnement, de droit fiscal, de droit social, sous réserve bien évidemment des mécanismes particuliers pour le droit fiscal. Ceci relève de la seule compétence des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire.

Lors de ces opérations, la CBFA ne devait pas être informée de ces prêts, car il n'y avait pas d'obligation ni de contrôle a priori sur une telle opération. La CBFA a toutefois fait, comme autorité de contrôle prudentiel, un examen des crédits a posteriori, notamment dans le cadre d'une inspection demandée par nos soins et effectuée auprès de Dexia Banque Belgique en mars 2009, précédée bien entendu de la collecte d'un certain nombre d'informations complémentaires, utiles forcément pour pouvoir mener l'inspection.

Il serait à cet égard particulièrement peu professionnel d'envoyer un ou des inspecteurs sur place sans leur donner la possibilité au préalable, c'est-à-dire en ayant demandé des documents à la fin de 2008 et au début de 2009, sans qu'ils aient pu prendre connaissance d'un certain nombre de documents utiles.

Je précise aussi, pour éviter toute confusion, que cette inspection n'est pas le point final. Même après l'inspection faite le 4 mars 2009, les équipes d'inspection ont continué à collecter des documents.

C'est tout à fait normal: vous vous rappellerez très certainement (étant donné votre spécialisation dans le dossier Dexia) que toute la discussion a fait l'objet d'une évolution constante en 2008,

2009, 2010, ne fût-ce qu'en ce qui concerne: un, les modalités de mise en gage des actions Dexia, mais aussi, deux, les modalités des garanties accordées à ces deux actionnaires de référence et qui ont fait l'objet de réglementations d'arrêtés royaux successives. Voire, en 2010, comme vous le savez, une 'prise en main', dirais-je, de l'octroi des garanties au niveau régional pour les raisons que vous connaissez.

En parallèle à cela, le suivi prudentiel a été effectué en 2010 et jusqu'à fin 2010.

Que signifie cette inspection qui s'est faite le 4 mars 2009? Auparavant, nous avons responsabilisé et recueilli un certain nombre d'avis, de décisions, de points de vue comme il se doit, émanant des différents organes de gestion de Dexia SA et de Dexia Banque Belgique.

Tant le comité de direction de Dexia Banque Belgique que le comité d'audit de Dexia SA, que le comité des risques et d'autres organes se sont prononcés systématiquement de manière positive en qualifiant ces opérations de "courantes" que ce soit au regard du droit des sociétés (articles 629 et 630) ou bien au regard de la réglementation fonds propres. Je le dis pour la bonne information parce que cela ne fait pas partie des compétences dévolues à la BNB maintenant ou, à l'époque, à la CBFA. Nous verrons pourquoi ils sont arrivés à ces conclusions qui peuvent surprendre à première vue – soyons clairs, nous sommes dans un débat scientifique – et qui ont été expliquées dans un certain nombre de rapports.

Malgré tous ces avis positifs, je ne connais, si je me réfère à ma documentation, aucun questionnement, contrairement à ce qui fut le cas des services de la CBFA et de son comité de direction agissant comme seul organe collégial.

Je précise à toutes fins utiles que le président de la CBFA n'a aucun pouvoir autonome. Il ne fait que mettre en œuvre les décisions du comité de direction qui s'est d'ailleurs, à chaque fois, penché sur le dossier de manière collégiale, comme il se doit, et de manière unanime, y compris des représentants agissant ou intervenant au sein du comité de direction de la CBFA en diverses qualités.

Une inspection a donc eu lieu en mars 2009. Pour éviter toute confusion, je précise qu'une inspection, ce n'est pas *one day in the life*; c'est une inspection qui consiste en une visite et qui, ensuite, s'accompagne d'un certain nombre de collectes de documents supplémentaires.

La CBFA, agissant de manière prétorienne et proactive, a pris des contacts pour encourager les actionnaires de référence à trouver d'autres modes de financement que ceux prévus, même si, au regard des positions prises par tous les organes de Dexia, et de Dexia Banque mais aussi des actionnaires de référence, le point ne soulevait pas de question au regard du droit des sociétés et de la réglementation fonds propres.

L'institution qui a suscité le débat, c'est la CBFA, c'est le comité de direction et les services de la CBFA.

Raison pour laquelle un certain nombre – j'y ai déjà fait allusion, tant à partir de mon audition avec le gouverneur Coene le 29 novembre 2011, mais également dans le cadre de mon audition le 30 janvier 2012 – d'initiatives et des nombreux contacts ont été entrepris en 2009 et en 2010 pour que puisse être trouvé, au cas où cela pourrait être utile, un financement hors groupe.

Je reviendrai plus en détail sur l'évolution technique, qui n'est pas anecdotique dans ce dossier, pour essayer de comprendre la logique qui a prévalu. Ceci a débouché, contrairement à ce que j'ai pu entendre ou voir sur mon écran, non pas sur une décision de non-imputation contre les fonds propres de Dexia, mais bien sur une décision d'imputation. Exactement pour le même montant que celui qui avait été proposé par les services de la CBFA.

Les services de la CBFA ont, dans cette perspective, proposé au CREFS, puisqu'il se fait de manière totalement...

Dat was losgekoppeld van de evolutie van het dossier. Tussentijds hadden wij recht op een evolutie van het landschap qua toezichtautoriteit, met name de oprichting van het CSRSFI vanaf eind oktober 2010, een nieuw reglement eigen vermogen dat belangrijk is om meer wapens te geven aan de toezichthouders, met name de CBFA, daarna het CSRSFI en nu de NBB, wapens die niet bestonden in 2008. Op die basis hebben de diensten van de CBFA op voorstel van de verantwoordelijke van de CBFA een benadering voorgesteld aan de CSRSFI om ervoor te zorgen dat de beste prudentiële aanpak zou kunnen worden uitgevoerd voor de financiering door DBB van een gedeelte van de kapitaalverhoging van Dexia SA.

Naar aanleiding van de inwerkingtreding van een nieuw reglement eigen vermogen van de CBFA,

zoals geregeld in het Eigen Vermogen Reglement op 1 januari 2011, heeft het CSRSFI onmiddellijk na de inwerkingtreding van het nieuwe eigen vermogen in het kader van de eerste vergadering van dat comité, een beslissing genomen in verband met de prudentiële verwerking van de kredieten, toegekend aan ARCO en de Gemeentelijke Holding en betreffende de kapitaalverhoging van oktober 2008.

Ik begrijp, er waren blijkbaar documenten getoond, dat er verwarring bestond over de verschillende paragrafen van de brief ter uitvoering van de CSRSFI, destijds getekend door de voorzitter van de CSRSFI, de toenmalige gouverneur Guy Quaden.

In feite zijn er verschillende paragrafen in de beslissing. Ten eerste zegt men in de beslissing, en ik heb dat letterlijk geciteerd tussen aanhalingstekens: "Het comité voor systemische risico's in financiële instellingen heeft op basis van het eigenvermogensreglement van de CBFA van 27 juli 2010, bekrachtigd door de Koning niettegenstaande de periode van lopende zaken eind september 2010, gepubliceerd eind 2010 in het Staatsblad, en met een vaste inwerkingtredingsdatum rekening houdend met Basel III, op 1 januari 2011. Het CREFS heeft geoordeeld bij wijze van overgangsmaatregel de huidige openstaande kredieten die in het verleden zijn aangegaan voor de verwerving van Dexia-aandelen tot 31 december 2013, niet af te trekken van de Tier 1 eigen vermogen". Daar stopt het verhaal dat ik heb gelezen twee weken geleden. Maar een verhaal moet volledig zijn. Daar zit het knelpunt dat ik heb in dat verhaal. Dat is de rest van de brief, getekend door Guy Quaden in naam van alle toezichthouders.

Maar men zet wel: "... maar ze bij de *supervisory review and evaluation process* beoordeling mee te nemen onder de vorm van een bijkomende pijler 2, eigenvermogenvereiste, en dit met ingang op 31 december 2010". Wat betekent dat? Ik besef heel goed dat ik bezig ben in mijn jargon van heel gespecialiseerd technicus. Er zijn twee modaliteiten, pijler 1 en pijler 2. Mijnheer Dedecker, ik weet dat u een bankier bent.

**Jean Marie Dedecker (LDD): (...)**

**Jean-Paul Servais:** Pijler 1 is een mechanische aanpak conform Basel III. Pijler 2 maakt deel uit van de beoordeling die men doet in het kader van de beoordeling van de soliditeit van het eigen vermogen.

Dit is gebeurd, want in 2011, nadat de beslissing was genomen, was het bedrag van de bestaande kredieten volledig afgetrokken van het eigen vermogen van Dexia. Die andere passage, die u terugvindt in de brief van de CREF, is in feite niet noodzakelijk in de mate dat het alleen maar slaat op de hypothese dat de kredieten nog zouden bestaan in januari 2014.

Waarom 2014? Op de volgende *slide* ziet u letterlijk het schema van progressieve implementatie van Basel III. U ziet de lijn *capital adding*. Dat is letterlijk dezelfde aanpak. Men kan dat betreuren, denken, hopen of vrezen dat de bank in staat zou zijn om nu aan alle modaliteiten van Basel III te voldoen. Dat is onmogelijk, rekening houdend met de crisis die men kent. Dit is de progressieve toenadering die men heeft uitgewerkt in het kader van het akkoord van Basel III.

Ter informatie, Basel III aangekondigd unaniem minder Duitsland juni 2010, op wereldvlak unaniem goedgekeurd op 13 september 2010.

Rekening houdend met die aanpak, met het nieuwe eigen vermogensreglement van de CBFA dat in werking trad op 1 januari 2011, heeft men die logica onmiddellijk geïmplementeerd

Mais je répète, pour autant que de besoin puisque les crédits ARCO et Gemeentelijke Holding devaient déjà être remboursés selon les modalités propres aux crédits ARCO et Gemeentelijke Holding, soit en 2011, 2012, 2013, soit en 2013 selon les modalités accordées par le dispensateur de crédits aux deux actionnaires de référence.

Tout ce que vous voyez apparaître ici est, en fait, pour autant que de besoin au cas où il y aurait encore des crédits existants. En plus, pour être sûr de tout cadencasser, on a rajouté ce que je me suis permis de reprendre en caractères italiques.

“De op de contractuele vervaldatum nog openstaande lening voor aandeelverwerving dienen onmiddellijk op de vervaldatum volledig van de Tier 1 Eigen Vermogen te worden afgetrokken in geval ze hernieuwd of verlengd zouden worden.”

Met andere woorden, als blijkt dat nieuwe kredieten toegekend zouden zijn om de destijds bestaande kredieten te verlengen, waren zij onmiddellijk afgetrokken. Ik herhaal, de beslissing genomen in 2011 komt neer op een totale *imputatie* tegen het eigen vermogen van Dexia. Maar daarvoor hadden wij onder andere een

nieuw reglement Eigen Vermogen nodig. Het is toch fundamenteel om daaraan te herinneren.

Ceci est la lettre que j'ai déjà présentée aux membres de cette commission à l'époque. C'est la lettre d'exécution suivant immédiatement la décision du comité des risques systémiques de janvier 2011. Pour autant que nécessaire, j'ai rajouté ce qui était dans l'annexe et qui peut – je le reconnais, monsieur Van der Maelen – apporter une certaine confusion, quand on lit vite le document. Si on lit la première ligne, on a l'impression que le CREFS, composé des comités de direction de la BNB et de la CBFA, n'aurait pas déduit les fonds en 2011, 2012 et 2013 et que ceux-ci seraient intervenus uniquement à partir de 2014. Cela aurait d'ailleurs été parfaitement conforme à Bâle III puisque tous les autres contrôleurs du monde entier, sauf la CBFA, la BNB et le CREFS, n'appliquent ces nouvelles règles, notamment pour tout ce qui est verwerving van aandelen via een krediet toegekend door een entiteit die tot de groep behoort, qu'à partir de 2014.

Niettegenstaande de vaste agenda die bestaat op wereldvlak, hebben wij onze verantwoordelijkheid genomen, en dit op twee vlakken.

Un, pour rappel, ces crédits devaient être remboursés avant 2014. Mais, deux, on voit apparaître à la ligne suivante, annexé à la lettre de Guy Quaden en sa qualité du CREFS, soutenu d'ailleurs par tous les membres du comité de direction – cela va de soi -, sur proposition des services de la CBFA... Et je reconnais que c'est du jargon, mais je suis à votre disposition pour répondre à vos questions à cet égard... Pilier deux: SREP. Le pilier deux, ça veut dire quoi? Chaque année, on fait un exercice soit en collège des superviseurs soit au niveau du collège qui s'occupe de la banque – comme c'est le cas pour la Dexia – et l'on fait ça dans le cadre du *supervisory review and evaluation program*, qui permet la possibilité, sur la base d'un testing adéquat, de faire aussi une imputation. Et c'est ce qui a été fait, puisque - dans les semaines qui ont suivi la décision de 2011 sur la base du règlement - l'entièreté de ces crédits ont été imputés contre les fonds propres de Dexia.

Peut-être un petit mot, mais sans vouloir verser dans l'anachronisme, à propos des montants. Mais je suppose que vos experts ont dû vous en parler. De quoi parle-t-on? De ceci – contrairement à ce que j'ai pu lire ou voir. On parle de la question de savoir si les fonds propres de Dexia Banque, à l'époque, conformément au Tier

1 de Bâle II, s'élevaient à 13,46 % ou à 12,91 %, c'est-à-dire – *by the way* – trois fois plus, drie keer meer dan de vereiste voortvloeiend uit Bazel II.

Qu'on aime ou qu'on n'aime pas Bâle II – on a eu des échanges très intéressants avec M. Van der Maelen, que je remercie -, c'est la réalité, c'est la Bible pour toutes les autorités de contrôle dans le monde entier. La question dont on parle aujourd'hui, c'est le fait de savoir si, en 2009, on avait un core Tier 1 – c'est-à-dire les fonds propres au sens large du terme et calculés dans la mécanique de Bâle II -, qui était de 13,46 ou de 12,91. Je répète: trois fois plus que le minimum de 4 %.

Je peux vous dire, d'après ma petite expérience de technicien – je m'excuse: je ne prétendrai pas connaître toutes les juridictions -, que je connais extrêmement peu de banques qui, en 2008-2009, avaient un Tier 1 de 13,5. L'*expectation* donnée par un certain nombre d'agences de rating, qui se sont déchaînées, comme vous le savez, à partir de 2008, était pour Dexia, à l'époque, de 9 ou 10 %. Mais, par rapport aux contraintes réglementaires, Dexia était trois fois au-dessus de la norme réglementaire – *drie keer boven*. La même chose pour Dexia SA, qui n'était qu'à 11,32. Si on calcule l'imputation directe de ces fonds propres, on avait une discussion qui se limitait à savoir si on était dans une perspective d'avoir des fonds propres core Tier 1 de 11,32 ou de 11,14. Sans aucun changement pour les actionnaires de référence. Et c'est ce que nous avons, *by the way*, au sein du CREFS – ça, c'est le débat.

**Jean Marie Dedecker (LDD):** Dit is het debat niet. U komt hier heel de tijd over Tier 1 spreken. We hebben al gedebatteerd over de Tier 1 en de waarde ervan, de solvabiliteitswaarde ervan ten opzichte van de bank die met liquiditeitsproblemen zit. U kunt dat zeggen en we hebben daarover gediscussieerd. We hebben de Tier 1, omdat je met staatsobligaties in portefeuille zit en dergelijke meer. Daarachter kun u zich toch niet wegsteken. Dat begrijp ik niet. We hebben dat al zoveel gehoord.

**Jean-Paul Servais:** Ik ga verder met de reglementering waarvoor we belast zijn.

Sans verser dans l'anachronisme, je pense qu'il n'est pas inutile de montrer ce schéma.

*Slide:* voilà la situation du Holding Communal, avec la fin malheureuse que l'on connaît après l'augmentation de capital.

Première colonne: les fonds propres.

Deuxième colonne: les dettes financières à long terme.

Troisième colonne: la participation financière Dexia exprimée en valeur comptable, et évidemment jusqu'au 31 décembre 2007, avec une plus-value latente découlant de la valeur boursière; les choses s'inversent comme on sait, dramatiquement, à partir du 31 décembre.

*Slide:* voilà les fonds propres traités tels qu'ils doivent apparaître dans la clôture de la liquidation en cours, tenant compte de la plus ou moins-value latente, à savoir tenant compte de la différence entre la participation de Dexia à sa valeur comptable *versus* la participation exprimée en valeur boursière.

On voit la situation au 31 décembre 2008.

On voit le retour à meilleure fortune, au 31 décembre 2009.

On voit l'évolution comme toutes les financières 2010 et la situation dramatique qui a débouché sur la liquidation.

Je vous propose une autre vérité, mais je ne veux pas verser dans l'anachronisme. Ce n'est pas ça que je voudrais vous exposer par la suite pour la décision - tenant compte des remarques de M. Dedecker. Je vous montre simplement une situation, mais malgré ce que je vais montrer, les contrôleurs en Belgique ont quand même pris leurs responsabilités amputées.

*Slide:* voilà la situation du Holding Communal avec la perte que l'on connaît sans participation à l'augmentation de capital. Si vous voyez une différence, vous me le dites. Il n'y en a pas. On aurait quand même débouché sur la liquidation du Holding Communal au 31 décembre 2011, indépendamment de leur participation, mais ceci ne veut pas dire que nous n'avons pas pris nos responsabilités dans le cadre des compétences qui nous sont dévolues.

*Slide:* voilà des précisions que je souhaiterais apporter. Je suppose que vous avez déjà eu un certain nombre de détails, je vais donc passer, je suppose.

Mais je vais peut-être donner un certain nombre de précisions pour autant que de besoin.

*Slide.* Le départ est le même que le *slide* que j'avais utilisé lors de mon audition du 30 janvier.

Augmentation de capital de 6 milliards.

Chacun des actionnaires en Belgique montant à bord pour aussi éviter la dilution.

Quand vous regardez le rapport de force entre les

actionnaires français et belges, un certain nombre d'actionnaires belges ont essayé d'éviter une trop grande dilution, même si, la plupart du temps, ils sont arrivés à une dilution. Donc il n'y a jamais de franchissement de seuil *by the way* ou d'augmentation de seuil pour les actionnaires belges; ils diminuent tous proportionnellement leur participation.

Que se passe-t-il en octobre 2008? Augmentation de capital. La CBFA ne devait bien entendu pas être informée des prêts accordés par la BNB car il n'y a pas d'obligation d'information, ni de contrôle a priori sur une telle opération. Suite à cela, et pour éviter toute confusion, bien évidemment les services de la CBFA demandent un certain nombre d'informations, sur base d'emails. Je ne sais pas si vous avez auditionné Deloitte, mais j'ai demandé personnellement un rapport au réviseur Deloitte qui fait 89 pages, dont 35 de texte, et qui relate tous les développements. Je suppose que vos experts y ont eu accès. Il relate par le détail toutes les décisions qui ont été prises. Il ne s'agissait pas d'éviter de sauter, il ne s'agissait pas d'enterrer cela dans le sable. Il s'agissait simplement de voir l'évolution du dossier, parce que pendant toute cette période-là, ...

Immers, gedurende heel die periode en zelfs na de inspectie doorgevoerd op 4 maart 2009 door de CBFA, waren er talrijke ontwikkelingen. Quid met de omvang van de inpandgeving, tamelijk technisch? Quid met de omvang van de staatswaarborg? De KB's waren op dat moment nog niet genomen. Ze zijn progressief bekrachtigd door de Koning in de loop van de weken voor het einde van 2008 en na het einde van 2008, in 2009 en 2010.

Indépendamment de cela, nous décidons d'envoyer une inspection sur place pour examiner les nouveaux dossiers de crédits et pour nous faire une idée aussi de la manière dont sont gérées un certain nombre de conventions de ce type-là; elles n'ont rien à voir avec ARCO ni avec de Gemeentelijke Holding. Elles ont été aussi consenties par DBB pour des actionnaires qui souhaitaient prendre des participations dans des groupes autres que DBB ou de Gemeentelijke Holding, des opérations 'classiques'.

Entre-temps, le comité d'audit de Dexia SA prend des décisions en janvier 2009, entre autres sur base d'avis juridiques externes émanant de cabinets internationaux, qui tous concluent à la validité de l'opération - en droit des sociétés, cela ne regarde ni la CBFA, ni la BNB - au regard du règlement *eigen vermogen*. Le comité de direction

- hors la présence de Stefaan Decraene, car il aurait eu un conflit d'intérêts en étant membre du comité de direction (?) -, tranche dans la même perspective. Le comité des grands risques de Dexia adopte la même approche, ainsi que tous les organes internes.

Nous arrivons à la première analyse réalisée sur base d'une inspection *ter plaatse*. Je précise, au risque de vous décevoir, que le métier de contrôleur prudentiel, ce n'est pas uniquement des inspections sur place, c'est surtout bien plus que cela. Les inspections sur place sont un des moyens d'arriver à certaines confirmations/affirmations de documents que l'on possède. Il y a aussi l'analyse des documents, sachant aussi que, *by the way*, l'on essaie de savoir si l'on parle de 13 ou 12,50 % en termes de core Tier 1.

En juin 2009, vous retrouvez, en annexe de ce rapport du réviseur, une lettre que j'ai signée le 2 juin. Je peux vous dire de mémoire de contrôleur - cela fait 20 ans que je travaille à la CBFA - qu'un dossier ne comprend pas toujours uniquement des avis positifs. Sinon, nous n'aurions pas besoin de contrôleurs, il suffirait d'utiliser des machines.

Dans ce dossier-là, jusqu'à l'intervention de la CBFA, tout le monde était d'accord - ce qui n'était pas si évident qu'on veut bien le croire -, que ce soit au sein de Dexia, de Dexia SA, au niveau des avocats, et nous savons très bien qu'un certain nombre d'avocats peuvent utiliser des *disclaimers*. Je n'ai vu aucun *disclaimer* de ce type-là.

Malgré cela, je signe une lettre, le 2 juin 2009, adressée aux deux réviseurs agréés. Pourquoi ai-je recours à des réviseurs de Deloitte? Car c'est simplement l'application de la législation sur le contrôle bancaire qui prévoit que des réviseurs doivent être agréés pour exercer leur métier de commissaire réviseur auprès des banques.

Je demande à Deloitte de réaliser un rapport conformément à l'article 55. L'article 55 n'est pas utilisé pour tous les dossiers, c'est donc une mesure assez exceptionnelle pour ce dossier. Les empêcheurs de tourner en rond, je suis désolé de vous le dire, c'est la CBFA. Nous demandons malgré cela un rapport spécial aux deux réviseurs Deloitte. Je ne sais pas si vous les avez entendus.

Le 31 juillet 2009, je reçois le rapport de Deloitte qui est évidemment immédiatement transmis au service pour examen. Entre-temps, sans attendre, nous avons fait porter une note factuelle du 4 juin

- dont on vous a peut-être parlé précédemment – qui fait une première analyse de la situation. Sur cette note, il n'y a que des *positieve beschouwingen*. Ils reprennent fidèlement, comme on doit le faire, en termes de vérité de contrôle bancaire, tous les avis recueillis, les décisions prises. Malgré cela, une lettre avait été signée par moi dans laquelle je demandais l'envoi d'un rapport spécial aux deux réviseurs agréés, membres de Deloitte. Ce rapport leur parvient le 31 juillet.

Wat zegt dat rapport? Ten eerste, het is 89 bladzijden lang. Ik meen te mogen zeggen dat het verslag niet met de natte vinger is opgesteld. Veertig bladzijden betreffen het verslag zelf. Het verslag vermeldt verschillende zaken.

Ten eerste, een mogelijke inbreuk op artikel 629 van het Wetboek van vennootschappen is niet aan de orde. Dat valt echter buiten de bevoegdheid van de financiële toezichthouder.

Pour votre information, ce rapport renvoie à la doctrine majoritaire à l'article 629, et cite même des décisions de tribunaux de première instance d'un arrondissement judiciaire en Belgique, confirmant l'interprétation restrictive, conformément à un adage latin bien connu en droit judiciaire. Étant donné les sanctions pénales, ce sont des dispositions d'interprétation restrictive. Il faut donc appliquer la loi à la lettre, et non pas seulement l'esprit.

Ce rapport renvoie par ailleurs à une décision d'un tribunal de première instance - qu'on partage ou qu'on ne partage pas -, précisant qu'il n'y a pas de problème de licéité dans le cadre d'un crédit accordé par une filiale concernant l'augmentation d'un capital d'une maison-mère.

C'est pour l'information générale. C'est en dehors des compétences de la CBFA et de la BNB. Et puis, surtout, puisque c'était l'objet de la mission...

De twee bedrijfsrevisoren spreken zich uit over de kwalificatie van dergelijke bankverrichtingen op basis van het toenmalig eigenvermogenreglement dat dateert van 2006.

Contrairement au règlement fonds propres *new look* que l'on a suscité et qui a pu être approuvé par le Roi, en septembre 2010, ce règlement était plus faible dans la mesure où il donnait la possibilité d'imputer contre les fonds propres un certain nombre de (?) pour autant qu'elles soient cataloguées comme non courantes et pas *arm's length*.

Que dit le réviseur?

De revisor zegt dat het gaat om een verantwoorde courante bankverrichting in de zin van de eigenvermogenreglementering.

Je suppose que certains d'entre vous diront – j'espère que M. Swolfs n'entendra pas ce que je dis – que c'est le réviseur et qu'ils se demanderont s'il est indépendant ou se diront qu'il a peut-être écrit cela rapidement, etc.

Pour votre bonne information – je connais le débat, même si le réviseur doit être indépendant – , je vous renvoie à la page 26 du rapport de Deloitte dans lequel les deux réviseurs de Deloitte ont comparé pas moins de dix-sept opérations de ce type qui ont été consenties pas Dexia pour permettre à des actionnaires existants de prendre une participation dans un groupe ou de renforcer leur participation. Rien avoir avec Dexia. Rien à voir avec le Holding Communal. Rien à voir avec ARCO. Ce sont des opérations commerciales classiques.

Je ne peux citer, dans le cadre de cette commission spéciale, le nom des sociétés, mais il s'agit de sociétés qui s'inscrivent dans le cadre classique d'une opération.

Que font les réviseurs? Ils établissent une comparaison pour voir si oui ou non les opérations sont considérées comme étant conclues à *arm's length* en termes de périodes, de modalités de remboursement, de RAROC, de marges commerciales. Et quand on voit la conclusion, la réponse consiste à dire oui.

Nouvel (?). Ce n'était pas nécessairement ce que l'on attendait, monsieur Van der Maelen.

Dit is niet noodzakelijk wat het directiecomité van de CBFA verwachtte. Laat ons duidelijk zijn. Ik heb nog recht op een verslag dat aan de voorzitter, de leden van het directiecomité en de geachte medewerkers van de inspectiedienst van de CBFA zegt dat dit de vaststelling is. Dit is dus nog een argument van verschillende personen die zeggen dat dit een courante verrichting is. Waar zit het probleem?

Moi, j'en vois, monsieur Van der Maelen, et c'est ce que je vous ai dit le 30 janvier.

Que fait-on à ce moment-là? Nous continuons à inspecter et, en même temps, nous donnons les instructions à nos équipes prudentielles, dirigées à

l'époque par Peter Praet, de concocter un nouveau règlement fonds propres plus dur.

Pourquoi l'ai-je fait à ce moment-là? Non pas pour retarder quelque chose d'imaginaire. Parce que l'on était en 2009. Et que s'est-il passé en 2009? Trois directives reprises sous le nom de CRD III, *Capital Requirements Directive*, ont été approuvées; elles donnent un certain nombre de nouveaux éléments régulateurs. On saute là-dessus et on fait un règlement fonds propres que je signe comme simple exécutant du comité de direction, le 16 juillet 2010. Il est approuvé, un peu à la surprise générale – en effet, il faut trouver quelqu'un qui signe en période d'affaires courantes –, signé le 3 septembre, publié au *Moniteur belge* et entré en vigueur en octobre 2010.

Quel est l'avantage de ce *eigenvermogenreglement*? Et ce n'est pas anecdotique! Il dit deux choses, contrairement à l'ancien règlement de 2006.

"Les crédits accordés à des actionnaires pour souscrire un instrument de capital ou l'acquérir ainsi que ceux dont le remboursement est pleinement (?) dépendent essentiellement des revenus – het is de nota van december 2009, mijnheer Van der Maelen! – qu'elle pourrait percevoir des instruments en fonds propres (?) sont considérés par nature comme non courants".

Dat bestond niet vroeger! In mijn dossier, hadden we alleen maar positieve adviezen. Maar voor mij was het een negatief advies in de zin dat iedereen systematisch pleitte voor de kwalificatie als courante verrichting. Dankzij o.a. dat reglement, kunnen we die problemen oplossen. In andere woorden, het is, per definitie, op basis van de commentaar betreffende dat nieuwe reglement...

C'est considéré comme non courant et cela doit être déduit des fonds propres *sensu stricto*. On rajoute ensuite le commentaire suivant mais qui peut être source de confusion; je n'ai pas de problème à le reconnaître. On rajoute ceci de façon plus générale et on vient avec l'approche Bâle III, 2014 jusqu'à 2018. Cela ne donne pas l'impression qu'on a voulu reporter puisque, entre-temps, on avait déjà déduit cela grâce à ce nouveau règlement entré en vigueur le 31 décembre 2010.

La première réunion du CREFS a eu lieu le 17 janvier 2011, la décision a été prise et puis on a commencé à utiliser le pilier 2. Donc, la note des services est exécutée, soyons clairs, par cette

décision sur base de ce nouveau règlement.

Dans le même temps, on suscite des contacts, comme je l'ai dit à M. Dedecker en novembre 2011. Oui, on le dit aux actionnaires. Et Dexia Holding n'a rien à y voir. Dans le procès-verbal que vous avez cité, on dit que vais aller discuter avec la *hoogste leiding* van Dexia. Non, je ne discute pas avec la *hoogste leiding*, on discute avec les actionnaires. Vous pouvez retrouver mes termes.

Ik heb dat zelf gezegd in het kader van een hoorzitting in november 2011.

On leur dit qu'il serait mieux aussi de prévoir un financement externe. Et il est vrai que ce genre d'opération ne se fait pas. De nombreux entretiens sont prévus. Pour un des actionnaires de référence, pas moins de trois banques sont sollicitées. Et cela ne se fait pas avec une toute petite banque étant donné les montants. Pour un autre actionnaire, il y a d'autres parties autour de la table. Les discussions continuent, encore en juin 2010 et, sauf erreur de ma part, j'ai lu dans la presse que M. Vermeiren, M. Bourgeois et Mme Swiggers ont dit cela. Il y a encore des discussions en août et en septembre, où ARCO, notamment, fait part de la possibilité d'arriver à un swap.

Indépendamment de cela, j'ai déjà signé, sur exécution d'une décision du comité de direction, le nouveau règlement fonds propres en juillet 2010. Ce règlement, *by the way*, vient en exécution de trois directives de fin 2009 – et je ne sais pas si vous connaissez beaucoup de transpositions aussi rapides par un règlement d'une autorité de contrôle – après avis de la Banque nationale, qui n'était pas encore contrôleur prudentiel à l'époque, après avis des différentes organisations professionnelles, comme la loi le prévoit. Dans le même temps, on a un nouveau règlement et le comité de stabilité financière, qui était l'organe de concertation, est d'ailleurs mis au courant à différentes reprises en 2010.

Le règlement paraît. Il entre en vigueur le 31 décembre 2010. La décision est prise début janvier 2011, avec un argument supplémentaire: on peut mettre de côté tous les avis positifs pour dire non, par définition sur base du règlement, sans risque de recours judiciaire ou de risque juridique. C'est évident puisque tout le monde considèrerait que c'était une opération courante. Ici, par définition, on la catalogue, grâce à ce nouveau règlement, comme une opération non courante. On prend la décision et tout est imputé en 2011.

Et au cas où il y aurait encore des problèmes, on prévoit ce phasage à partir de 2014, pas parce que c'est une invention belge, parce que c'est exactement le phasage de Bâle III. Je répète, tout était déjà amorti avant.

La **présidente**: Merci, monsieur Servais. Je propose que nous passions directement aux questions.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Eerst wil ik het hebben over het vroege begin van het dossier. Er is iets dat gedurende de hele vergadering vragen bij mij oproep. Ik heb de indruk dat Dexia altijd op een andere manier werd behandeld dan andere banken. Het meest sprekende voorbeeld is dat waarover wij het nu hebben. De CBFA heeft over de kapitaalverhoging bij KBC, waarbij de federale regering intekende met hybride instrumenten, op 27 oktober 2008, de dag zelf waarop dit bij KBC gebeurde, gezegd: oké, het is goed.

**Jean-Paul Servais**: Wat bedoelt u met: het is goed?

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Op 27 oktober 2008 publiceerde de CBFA een persbericht waarin werd bevestigd dat de hybride instrumenten van KBC waarop de federale regering intekende als Tier 1-kapitaal golden. Dat was op de dag zelf.

In dit dossier gebeurde de kapitaalverhoging pas 27 maanden later. Op 17 januari 2011 was er een standpunt, een beslissing van de toezichthouder over die kapitaalverhoging. Sprekender kan het verschil in behandeling niet zijn, volgens mij.

**Jean-Paul Servais**: Dat is volledig onjuist, mijnheer Van der Maelen. Ik ben niet bijzonder blij dat ik u nu ongelijk moet geven. Dat is het verschil tussen u en mij. Ik ben niet noodzakelijk de man die elke dag wakker wordt en iemand anders lastig wil vallen.

Mijnheer Van der Maelen, het schijnt dat u een bepaald document in uw bezit hebt. Aanvaardt u met mij de titel van de nota te lezen?

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ja

**Jean-Paul Servais**: Excuseert u mij, mijnheer Van der Maelen, er is de pers en zo, dit is niet evident voor u. De agenda van de CREFS van 17 januari 2011, dat is waarover ik het heb. Titel van de nota.

"Dossier Dexia en KBC, kredietverlening aan de

aandeelhouders". Dit gaat wel over een transversale behandeling. Iedereen werd op dezelfde voet beschouwd en behandeld. Dank u.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Neen.

**Jean-Paul Servais**: Wat u zegt, heeft er niets mee te maken. Het gaat over de kwalificatie van financiële instrumenten. Hier gaat het over kredietverlening. U vergelijkt peren met appelen.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik heb hier het persbericht van 27 oktober 2008.

**Jean-Paul Servais**: Mijnheer Van der Maelen, wat u zegt, heeft geen zin.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Dit gaat over KBC. Toon mij het persbericht van de CBFA. U hebt het niet.

**Jean-Paul Servais**: Mijnheer Van der Maelen, mag ik u vragen uw eigen tekst te lezen. U hebt het zelf gezegd in het antwoord op uw vraag. Het gaat over een kwalificatie van hybride instrumenten. Dat heeft niets te maken met de problematiek van kredietverlening aan de aandeelhouders. Dit gaat over de beslissing die wij verplicht zijn voor kwalificatie. U vindt dat terug ter info voor BNP Paribas, Argenta, voor alle banken in België. Het dossier heeft niets te maken met kredietverlening. Het gaat over de Tier 1, de assimilatie Tier 1 van hybride instrumenten die destijds waren uitgegeven in het kader van de eerste redding van KBC.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Dit is ook het bewijs van het feit dat de CBFA wel betrokken is bij vragen over het al dan niet in aanmerking komen voor Tier 1. Dit is het bewijs.

**Jean-Paul Servais**: Ik hoop dat u aanvaardt dat een kapitaal per definitie Tier 1 is. Men spreekt hier van kapitaal van Dexia uitgegeven door Dexia NV met een financiering door een filiaal Dexia BBI. Wat het persbericht betreft, ik kan u morgen een tiental van dergelijke persberichten sturen. Dit gebeurt elke maand, nu door de NBB. Men spreekt zich uit over de assimilatie van een aantal hybride instrumenten, geen kapitaal, voor de berekening van het eigen vermogen Tier 1 en Tier 2. Daarvoor vraagt men de goedkeuring. Dat is zo bepaald.

Sorry, mijnheer Van der Maelen, maar dit heeft niets te maken met het dossier. Het spijt mij dit zo cru te moeten zeggen. Verschoning voor mijn onbeleefdheid, maar het debat is volledig anders

dan dat.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): U kunt daarover gelijk hebben. Ik zal het navragen aan specialisten met wie ik op dit dossier werk.

**Jean-Paul Servais**: (...) (zonder micro).

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): U geeft mij toch gelijk als ik u zeg dat de CBFA zich maar heeft uitgesproken over de kapitaalverhoging van oktober 2008 op 17 januari 2011, 27 maanden later?

**Jean-Paul Servais**: Het geval KBC heeft niets te maken met kapitaalverhoging.

Trouwens, wij moesten ons niet uitspreken over de kapitaalverhoging. Ik kan dat tien keer herhalen, twintig keer, dertig keer, geen probleem, dag en nacht, ik ben ter beschikking. Dat heeft echter niets te maken met het probleem. U citeert twee aparte gevallen. Sorry, ik vermoed dat uw collega's het een beetje beu zijn dat ik stotter. Dat is zo. Dat is de realiteit. Ik kan niets anders doen dan u ervan overtuigen dat een plus een gelijk aan twee is.

**Jean Marie Dedecker** (LDD): Ik wil even het woord nemen. Daar zit het hem juist. Waarover gaat het? Het gaat over de interpretatie van artikel 629 en 611 van de vennootschapswet. Daar spreekt u over. Daar zegt u dat het uw bevoegdheid niet is. Wat is hier onze bevoegdheid? Wat is onze bevoegdheid?

Wij zien dat Dexia Bank er twee keer onderdoor gaat. U hebt een verslag. De heer Van der Maelen zegt dat u te laat komt met dat verslag terwijl het vroeger gebeurd is. Wat is er gebeurd? Op 13 oktober 2008 bent u op de hoogte. Uw collega hiervoor heeft het gezegd, er is daar nattigheid. Hij heeft dat hier klaar en duidelijk gezegd. Er is nattigheid door het feit dat ARCO en de Gemeentelijke Holding geld gaan lenen om die kapitaalverhoging te financieren bij de eigen bank. U komt dan aanzetten met advocaten en oordelen van advocaten en dergelijke meer.

Het gezond verstand van de CBFA. De CBFA moet niet de belangen van de parapluopener verdedigen maar de belangen van de bevolking. Wat gebeurt er op dit moment? Men heeft de Gemeentelijke Holding. Dat is de overheid. Dat is geld van de overheid. Die vinden op de markt geen geld meer. U hebt dat daarjuist ook zelf gezegd. Ze zijn naar ING gegaan, ze zijn naar andere grote banken gegaan en ze krijgen geen

centen meer. Dat wil zeggen dat ze insolvable zijn. Die mensen zijn insolvable, ze krijgen nergens geld. Natuurlijk, mijnheer Waterschoot, het is insolvableit als men nergens centen krijgt. Dan komen ze terug. Ze komen dan bij Dexia terug en ze lenen geld. Ze gaan dan nog geld lenen met staatswaarborg.

Ik begrijp u als u zegt dat u daar niets over te zeggen hebt. U stopt zich daarachter weg. U hebt niets te zeggen over de kredietverlening van Dexia aan haar klanten. Wat mij interesseert is dat het overheidsinstellingen zijn die geld lenen op een volgens mij onrechtmatige manier, zeker naar de geest van de wet. Wij hebben de heer Mariani hier horen zeggen, zelfs wat de twee vorige sprekers tegenspreken, dat dit bijvoorbeeld nergens anders mogelijk is dan alleen in België.

Dan gebeurt dit en het gaat zo maar door, want we hebben te maken met die uitspraken van Deloitte. Die zullen waarschijnlijk ook wel door Dexia betaald zijn. Wat zet dat in gang?

**La présidente**: Monsieur Dedecker, M. Mariani a effectivement dit les choses de façon caricaturale. Et nous venons d'apprendre par d'autres intervenants que la manœuvre ou, en tout cas, l'opération n'est pas interdite en France mais qu'elle est beaucoup plus encadrée. Forte différence.

Deuxièmement, j'aimerais quand même que vous vous fixiez à l'esprit qu'à partir du moment où une loi ne prévoit pas précisément que telle opération est interdite, elle n'est pas nécessairement interdite. Bon sens ou pas bon sens. Et il appartient effectivement aux tribunaux d'interpréter la législation et de provoquer la nullité ou pas d'une opération – et exclusivement à eux!

**Jean Marie Dedecker** (LDD): Ik speel daar op in. Het is inderdaad zo. Wat is de voorwaarde in Frankrijk? De schuldenaar moet solvable zijn, niet armtierig. Op dit moment kunnen zij dat niet. Zij gaan zelfs rond bij andere banken om te lenen, terwijl zij in principe insolvable zijn. Bij insolvable spreek ik niet over Tier 1, want die onderzoekt in feite leverkanker, terwijl u sterft aan darmkanker. Dexia had darmkanker, geen leverkanker, dat is iets totaal anders.

U komt met een systeem van de Gemeentelijke Holding. De Gemeentelijke Holding leent geld en krijgt dat op basis van waarborgen van de overheid. De overheid, dat zijn wij. Dat zijn de mensen die u, de CBFA, op dat moment moet beschermen. Neem dat niet persoonlijk op, dat wil

ik ook niet. Dit brengt nog een carrousel op gang — ik heb dat al gezegd op de hoorzitting van 30 november, sorry dat ik dat moet herhalen — als de Gemeentelijke Holding terug andere overheden gaat aanspreken als de gemeenten, met de belofte om te lenen tegen 13 %.

Als men toezichthouder is en er zegt iemand dat men zelf de kapitaalverhoging niet kan betalen, geld moet lenen bij Dexia en de aandelen in waarborg geeft, is dat ook wettelijk al heel nipt. In principe mag men niet leven alleen van de opbrengsten van de dividenden. ARCO deed dat wel. 96 % van de inkomsten van Arcofin komen van de dividenden van Dexia. In feite is dat onwettelijk. Ik wil daarmee wel eens naar de rechtbank stappen. Ik heb trouwens klacht ingediend tegen de Gemeentelijke Holding. Wij zullen wel zien waar wij daarmee zullen eindigen.

Op dat moment zet men dus een carrousel op gang. U bent toezichthouder. U als overheid moet de belastingbetaler beschermen. Ik kan heel goed begrijpen dat u zicht verbergt achter het reglement en dingen die u niet mag doen, maar als u nattigheid voelt op 13 oktober 2008, zoals hier klaar en duidelijk werd gezegd door uw voorganger, denk ik dat er een ander belletje moet gaan rinkelen. Dan moet u geen rapport maken een hele tijd later, waarbij u inderdaad de wettelijke paraplu kan opsteken. Dat is mijn oordeel.

**Kristof Waterschoot** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, wij draaien hier vandaag drie keer dezelfde film af. Waar leidt dat nu toe? Wat betreft de vraag omtrent het kapitaal en de lening, zijn wij het er niet allen over eens dat het op dat ogenblik wettelijk kon? Ja. Was het een goede oplossing, is dat moreel aanvaardbaar en vinden wij dat dit nog moet kunnen? Nee. Wij zijn het er toch allen over eens dat dit in se een slechte zaak was.

Had de toezichthouder de mogelijkheid om die constructie te stoppen? Nee. (*Rumoer*)

Nee, nee, nee. Ik weet niet hoe. Zou het gevolgen hebben gehad voor het redden van Dexia, als die constructie gestopt zou zijn?

La **présidente**: On n'avait pas le pouvoir de le faire.

**Kristof Waterschoot** (CD&V): Nee, dat is gewoon niet waar. Technisch is dat absoluut niet waar. Ik wil die show wel blijven opvoeren. Ik wil gerust voor de tribune spreken, maar er wordt hier een hele hoop zaken bijgesleurd die absoluut niets

met de vraag te maken hebben.

De vraag is: kon het? Ja. Als u mij vraagt of ik heel die carrousel met leningen persoonlijk goed vind, dan zeg ik absoluut nee. Moeten wij ervoor zorgen dat dit niet meer kan? Ja, absoluut. Kan het vandaag al niet meer? Nee. Had het gevolgen voor die oefening? Had het gevolgen voor een faillissement van Dexia op zich? Nee. Dat is toch heel duidelijk?

**Jean Marie Dedecker** (LDD): Collega, ik heb het nog meegemaakt in het Parlement. Uw ministers hebben er nog voor gezorgd dat de belastingbetaler nog eens voor 1,7 miljard extra mag opdraaien voor de groep die u vertegenwoordigt, de ARCO-Groep. Als wij dat gestopt hadden, dan was dit vandaag niet gebeurd. Daarover gaat het.

**Kristof Waterschoot** (CD&V): Ik vertegenwoordig hier geen enkele groep. Wat wij hier zitten te doen, is kijken hoe wij dat zullen vermijden en ervoor zullen zorgen dat zoiets in de toekomst absoluut niet meer kan gebeuren. Was het de collectieve fout van de wetgever dat de toezichthouder de mogelijkheid niet had om het effectief te stoppen? Ik wil nog toegeven dat het de fout van de wetgever was, van ons allemaal, maar dan ook van u. Die fout wil ik wel op mij opnemen. De vaststellingen zijn wat ze zijn. Ik kan daar ook niets aan doen.

La **présidente**: Cher collègue, nous aurons l'occasion de discuter longuement, durant des heures, des différences de sensibilité et de compréhension qui sont les nôtres. J'aimerais tout de même que M. Servais puisse répondre à vos questions si vous en avez encore.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): M. Van der Maelen a encore des questions, je ne serai donc qu'un intermédiaire.

(*Rires*)

C'est peut-être comique, je ne sais pas mais...

La **présidente**: C'est pour détendre l'atmosphère.

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Toute cette histoire que nous avons étudiée en profondeur sur le rôle de la CBFA à l'époque dans cette opération bizarre de recapitalisation de Dexia par ARCO et le Holding Communal. Nous le savions; vous l'avez réexpliqué et c'est effectivement la troisième fois que nous entendons l'histoire aujourd'hui. C'est par le biais d'un emprunt Dexia

Banque que ARCO et le Holding Communal ont pu participer à la recapitalisation du Holding Dexia. Pour moi, cela pose une série de questions qui doivent faire l'objet de recommandations de cette commission, au-delà du fait que le droit a déjà évolué depuis 2, 3 ans.

Quelle est l'étendue du rôle des gendarmes bancaires? Sont-ils là pour crier dans le désert ou ont-ils une réelle capacité de s'emparer de questions qui dépassent leur mission légale? Je suis étonné qu'à l'époque il ne faille pas un avis conforme préalable du gendarme bancaire pour une opération d'une telle ampleur. C'était le droit à l'époque mais, selon moi, cela doit évoluer ou cela a déjà évolué. Mais le droit a-t-il suffisamment évolué pour donner une réelle capacité d'intervention?

Un autre élément qui me semble marquant dans le dossier est votre théorie des cercles concentriques.

La **présidente**: Ce ne sont pas des questions!

**Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): J'y arrive, madame la présidente.

Quel est le rôle des réviseurs? Vous l'avez abordé brièvement. Un réviseur nous accompagne. On se rend compte que pour se forger son avis, la CBFA interroge le réviseur de la banque qui est le même qu'un des actionnaires concernés, en l'occurrence ARCO.

Sans être particulièrement suspicieux, on peut soupçonner une proximité entre le réviseur et l'entreprise. Dans quelle mesure dès lors le contrôleur est-il indépendant par rapport à l'avis du réviseur? Le fait que le contrôleur se fasse conseiller par le réviseur est-il sain selon vous en termes de séparation des influences?

J'en viens au troisième élément sur lequel il serait utile de vous entendre. Avant qu'on ouvre les portes de cette commission, on nous a expliqué qu'il y avait eu des contacts au sommet entre des représentants du comité de direction de la CBFA, dont vous-même, et la direction de la banque par rapport à ces questions. Était-ce de l'ordre de la négociation entre la CBFA et les responsables des banques? Quel est l'objectif et le résultat de ce type de discussion dans un dossier qui a une importance systémique pour l'État belge?

Enfin, quatrième élément, comme vous l'avez réexpliqué, une décision intervient dans le dossier. On pourrait dire que, même si elle n'était pas

intervenue, cela n'aurait pas changé l'histoire, si ce n'est par rapport à la garantie apportée à ARCO, comme l'a dit M. Dedecker. Néanmoins, cette décision est fort tardive. Ne doit-on pas se doter de moyens pour pouvoir intervenir beaucoup plus rapidement, en tout cas avant que le mal ne soit fait et que les problèmes ne soient là?

Voilà, madame la présidente, mes quatre réflexions et les quelques questions que je voulais poser en guise d'intermède.

**Jean-Paul Servais**: Madame la présidente, je vous remercie de me donner la parole pour répondre à ces questions fort importantes et auxquelles je réponds bien volontiers dans un ordre qui est fort subjectif mais qui permet de tenir compte de pas mal de remarques des parlementaires de cette assemblée.

Tout d'abord, comme M. Waterschoot l'a relevé à juste titre, les articles 629 et 630 du Code des sociétés, qu'on les aime ou pas, existent et sont d'interprétation stricte. Je me permets de vous rappeler que, lors de mon audition le 30, ...

Dat was een dag van nationale staking, dus niet iedereen had de mogelijkheid om naar Brussel te komen. Ik heb zelf gepleit om de tekst. Ik heb zelf toegevoegd dat ik een tekst klaar had om dat te veranderen.

Het wetboek van vennootschappen bestaat. Het is gesanctioneerd door strafrechtelijke bepalingen, per definitie een strikte interpretatie.

Ce n'est pas par rapport à la question en France, plus nuancée que ce qu'on nous a dit il y a quelque temps – madame la présidente, je vous remercie de l'avoir dit courageusement –: il n'y a pas de directive au niveau européen à cet égard.

Donc vous chargez le contrôleur de faire quelque chose, nous n'avons aucune légitimité politique, que ce soit la Banque nationale, la FSMA ou la CBFA. Nous sommes payés et nommés pour faire appliquer la loi et nous l'appliquerons. Si nous avons eu ce texte à l'époque, alors, on n'aurait pas dit non, mais nous ne l'avons pas. Malgré cela, nous avons pris nos responsabilités.

Wat ik onze kapstok noem.

Nous avons ce *kapstok*, c'est-à-dire le règlement prudentiel.

À l'époque aussi, je précise, la CBFA n'a aucun pouvoir de s'opposer a priori à ce genre

d'opération. Ce n'est pas tellement – monsieur Gilkinet, j'aime bien votre expression – qu'on crie dans le désert, mais ici, simplement, il faut surtout qu'on ait les compétences pour s'opposer. Sans cela, notre action ne peut pas exister. Nous ne pouvons pas imposer des sanctions et nous opposer quand nous n'avons pas de base légale.

Ce n'est pas un *verwijt* à personne, c'est l'état du droit. C'est tout.

Malgré cela, nous avons pris nos responsabilités en proposant nous-mêmes de faire modifier notre propre règlement de fonds propres pour être plus durs dans le cadre des seules compétences que nous avons, c'est la qualification comme opérations courantes ou pas avec imputation contre les fonds propres. C'est ce que nous avons fait.

Pour le reste, nous n'avons pas cette compétence; nous n'avons aucune compétence. Si je suis M. Van der Maelen, si on avait eu la possibilité de le faire, la question aurait pu être envisagée différemment: la loi, à l'époque, pour la CBFA ne donnait aucun instrument. Il n'y avait même pas de franchissement de seuil, de 10, 20, 30, 50 où il y a des notifications.

Je rassure M. Gilkinet, la loi bancaire, qui date de 1993, n'est pas non plus un vaste gruyère avec des trous partout! Ce serait faire insulte au travail de vos prédécesseurs, sur base de textes écrits. Non, non.

Mais il n'y avait même pas de seuil puisque tous les actionnaires, agissant de concert, étaient à 56 %. Ils étaient même au-dessus des seuils les plus importants. Donc même la législation à l'époque ne permettait même pas d'avoir de notification de ce type. Cela, c'était l'état du droit.

Les négociations: je vais vous décevoir. Non, je n'ai pas eu de négociations à l'Élysée; non, je n'ai pas eu de discussion avec Angela Merkel. Nous n'avons surtout pas vu M. Mariani ou M. Dehaene, parce qu'ils ne sont pas concernés par ce dossier.

Nous avons, par contre, pris des contacts deux choses: avec l'autorité politique pour faire modifier le règlement fonds propres et nous avons dit, en dehors de nos compétences, très clairement: "Attention, nous croyons de manière proactive et même sans base légale qu'il serait judicieux – et M. Waterschoot l'a dit à juste titre – que vous trouviez une autre formule de financement".

Niet omdat zij, zoals de heer Dedecker zei, hun

lening kwijt waren. Zij zaten niet in die toestand, zij hadden de lening van Dexia wel gekregen. De vraag was of wij andere vormen van financiering konden vinden, zonder dat er een probleem bestond met de geldschieter van destijds? Dexia BB heeft zelf voorgesteld dat het beter zou zijn om een andere vorm van financiering te hebben.

Comme ça on résout aussi le problème, *by the way*, de l'imputation sur les fonds propres. En plus, en même temps, en période d'affaires courantes, on a fait évoluer notre règlement en fonds propres. Entre-temps, on avait Bâle III qui est arrivé en septembre 2010. 13 septembre 2010. 12, pardon. Ainsi que CRD III qu'on a pu transposer. C'est ce qui a fait qu'on a pu résoudre le problème. Non pas en étant conseillé par les réviseurs. Je ne suis jamais conseillé par un quelconque réviseur. Jamais! Nous sommes une autorité indépendante.

Ik zal u ontgoochelen, het is niet omdat wij een positief advies krijgen van een onderneming onder toezicht, het is niet omdat wij een positief advies krijgen van een erkend bedrijfsrevisor, dat wij "amen" zeggen. Dat is niet de stijl van het huis, zeker niet wat mij betreft.

Nous n'avons jamais eu aucune pression des organes de gestion de Dexia ou des réviseurs. Je suis désolé, c'est un monde que je ne connais pas. Cela fait 20 ans que je travaille dans cette maison: tout le monde sait bien que faire du lobbying chez moi et à la CBFA, ça ne marche pas. Comme à la BNB. C'est le même monde.

Ici, simplement, nous avons affaire à un rapport d'un réviseur qui confirmait l'approche défendue, à tort ou à raison, sur la qualification non courante. Si on n'avait pas été indépendant, qu'est-ce que j'aurais fait. J'aurais dit: "OK. Merci. C'est gentil". Comme on dit en termes politiques: je suis fencé. J'ai tout ce qui faut dans mon dossier pour aller en Conseil des ministres, j'ai tous les avis conformes. Même avec tous ces avis conformes on a dit non. Je ne sais pas si vous connaissez beaucoup de gens qui disent ça. Je ne sais pas si vous connaissez beaucoup d'autorités qui... J'ai un avis positif, un deuxième, un troisième, un quatrième et, malgré cela, on dit: "Non, ça ne va pas. On continue". Et on fait changer en plus notre règlement en fonds propres. Je m'excuse mais je ne connais pas beaucoup de collègues à l'étranger qui s'amusent en plus à faire modifier leur règlement en fonds propres.

Indépendance du réviseur. Par définition, la loi de 53 sur la création de l'Institut des réviseurs

d'entreprises prévoit une condition stricte d'indépendance. L'analyse de l'indépendance des réviseurs n'est pas de la compétence de la CBFA ou de la BNB, elle est de la compétence des commissions de discipline de l'Institut des réviseurs d'entreprises avec, qui plus est, un organe qui s'appelle la chambre de renvoi et de mise en accusation. C'est à eux à intervenir s'ils considèrent qu'il y a ou pas atteinte à l'indépendance du réviseur. Ça se fait dans l'ordre juridique qui est prévu, c'est-à-dire la mise en œuvre de la réglementation relative à la gestion des conflits d'intérêts propres au métier des réviseurs, qui sont des gens assermentés.

Nous avons uniquement utilisé ou demandé un avis qui ne nous lie pas, *by the way*. La preuve, c'est qu'on a été exactement dans le sens contraire. Je m'excuse mais le rapport du réviseur que, je suppose, vos experts ont pu consulter, j'ai déjà vu des rapports plus faibles que cela. Soyons clairs! Et, dans ce cas-là, il vole à la poubelle. Ce rapport fait quand même 40 pages, 89 pages au préalable. Ils ont fait une analyse qu'on ne leur demandait pas où il apparaît que les opérations se faisaient, je dirais, à des conditions de marché différentes los van het probleemartikel over de marges, de RAROC, enzovoort.

Et pas des opérations commerciales anecdotiques. C'est simplement, chaque fois, des opérations qui ont servi au financement de prises de participations de sociétés commerciales qui n'ont rien à voir avec le dossier Dexia, Holding Communal, ARCO. Malgré cela, désolé, mais ce tableau, pas de problème, je n'en tiens pas compte. Au revoir, on va de l'avant avec le règlement et on va en plus demander aux actionnaires de référence d'envisager...

Je ne sais pas ce que vous pouvez attendre de plus d'un contrôleur dans ces moments-là. En plus, sans aucun outil légal. Si, maintenant, on veut faire une approbation a priori – je m'excuse, là je suis un peu plus mal à l'aise parce que je propose des réformes (*coupure de son*). C'est déjà intervenu grâce aux travaux de ce parlement avec les recommandations de la commission spéciale de 2008 où on a prévu le “verklaring van geen bezwaar”, zoals dat bestaat in Nederland. Maar zelfs met een dergelijke wetgeving hadden wij niet de mogelijkheid gehad om ons te verzetten; dat kan niet bij een strategische deelname.

Je dirais que toutes les initiatives ont été prises. Même aller de l'avant avec des réglementations de fonds propres qui étaient, à ce moment-là,

inarrêtables pour les différentes entités sous contrôle. C'est ce qui a fait qu'après, on a pu tout dérouler. Mais, en même temps, on allait avec une attitude proactive qui était complémentaire à l'autre, qui était de dire: “Encourageons les sociétés à trouver”. Mais, je précise, d'aucune manière nous n'aurions pu nous opposer ou faire annuler l'augmentation de capital. Comme M. Waterschoot l'a dit, c'est de la compétence des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire. S'il y a une action en nullité, elle doit être introduite par qui de droit auprès... Je n'ai pas de pouvoir décisionnel comme en ont les cours et tribunaux. Je peux imposer des sanctions administratives. Enfin, “je”, je m'excuse de prendre cela comme ça. La commission des sanctions de la FSMA peut imposer des sanctions pour tout ce qui est délit d'initié, pour non respect d'un certain nombre de choses. Nous n'avons pas la possibilité de faire annuler par nous mêmes. Ça, c'est les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire, je précise. D'autant plus que la loi ne prévoyait pas pour la CBFA la possibilité de s'opposer à une telle opération.

Mais cela n'a pas empêché: un, qu'on fasse le règlement en fonds propres; deux, qu'on incite les uns et les autres à faire. Je répète, alors que tous les avis jusqu'alors allaient dans l'autre sens. Qu'on les aime ou qu'on ne les aime pas. Je crois que ça montre l'indépendance de l'autorité de contrôle à cet égard.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ik wil voortgaan waar ik daarstraks gestopt ben, dus bij het uiten van mijn verwondering over het feit dat het 27 maanden geduurd heeft vooraleer de CBFA een standpunt heeft ingenomen met betrekking tot de cirkelfinanciering van die kapitaalverhoging. Ik probeer mij te beperken tot de feiten die wij kennen.

Mijnheer Servais, ten eerste, u hebt in de vergadering achter gesloten deuren — en ik mag erover spreken, want u hebt het in *De Tijd* van 27 februari zelf gezegd —, in antwoord op een vraag van mij het volgende gezegd. Ik neem *De Tijd* er even bij: “Wij geraakten in maart 2009 op de hoogte van de leningen aan de Dexia-aandeelhouders.”

Dit klopt niet. Op 13 november heeft het management van de Dexia Holding een brief gericht aan de CBFA, waarin dat management die operatie verdedigde. Het auditcomité van 6 november had zich daarover gebogen. Ik neem aan dat als de CBFA op 13 november een brief krijgt, de CBFA al veel langer op de hoogte is dan

13 november van de cirkelfinanciering van die kapitaalverhoging. Tenzij Dexia Holding uit zichzelf brieven schrijft aan de CBFA, dat kan natuurlijk ook. Er moet echter iemand van de CBFA op de deur geklopt hebben.

Ik verwees daarstraks naar het feit dat de CBFA zo kort op de bal zat als het ging over KBC. Wij weten dat de CBFA, in uw persoon, uitstekende links had met het *comité de pilotage*, dat heel de operatie, onder meer omtrent Dexia, heeft opgezet. U was dus reeds veel langer op de hoogte dan ...

**Jean-Paul Servais:** (...) Die twee leden hadden niet de mogelijkheid om de vergaderingen van het directiecomité van de CBFA bij te wonen.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mijnheer Servais, ik onderbreek u ook niet. Ik wil alleen zeggen dat wat u hier zei op 30 januari — en ik was hier — en hebt bevestigd in *De Tijd*, namelijk dat u pas in maart 2009 op de hoogte was, niet juist is. U, dus de CBFA, was al veel langer op de hoogte van het feit dat er een probleem was.

Vandaag hebben wij vernomen dat er adviezen zijn. U zei op 30 januari ook dat er een advies was van het auditcomité. U hebt gezegd dat er een advies was van de revisoren. U hebt gezegd dat die allebei positief waren.

Vandaag heeft iemand opnieuw gezegd dat er ook juridisch advies was gevraagd aan een advocatenkantoor, Clifford Chance. Dat weten wij.

Wat wij ook weten...

**Jean-Paul Servais:** Mijnheer Van der Maelen, dat advies dateert van december 2011.

Ik zal u ontgoochelen. Er zijn een aantal documenten, verslagen, die dateren uit die periode. Ik zal u ontgoochelen. Wij nemen geen beslissing op basis van één document; wij nemen een beslissing op basis van een aantal documenten, die wij in de loop van verschillende weken hebben opgevraagd.

Ik moet zeggen dat ik de toegevoegde waarde van uw betoog niet begrijp. Ik zeg u...

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Maar u laat mij niet uitspreken. Dit is de tweede keer dat u mij onderbreekt.

**Jean-Paul Servais:** Oké. Ik zal u laten uitspreken.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik herhaal, ten eerste: 27 maanden is lang, en ten tweede, in tegenstelling tot wat u in de commissie gezegd hebt, was u voor maart 2009 op de hoogte van het feit dat er nattigheid was met dit dossier.

Ten derde vernemen wij dat er drie instanties, extern aan de CBFA, advies uitgebracht hebben. Alledrie zeiden zij dat er geen probleem was met die operatie. Vandaag hebben wij echter gehoord dat er intern, binnen de CBFA, twee instanties waren, namelijk de juridische dienst en de prudentiële dienst van de CBFA, die een ander advies uitbrachten. Als bewijs hebben wij de hun nota voor het directiecomité van 17 december. Zij zeggen dat er wel een probleem is.

De conclusie van de prudentiële dienst in haar nota voor het directiecomité van 17 december is duidelijk. Ik vraag mij af waarom de heer Jurdan dat advies geeft?

**Jean-Paul Servais:** Het was niet de heer Jurdan, het was de dienst.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Het was de prudentiële dienst.

**Jean-Paul Servais:** Dat is geen instantie. Dit ter info. De enige instantie is het directiecomité.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): De prudentiële dienst van de CBFA gaf het advies: "Deze operatie kan niet doorgaan. Het kapitaal moet verminderd worden."

**Jean-Paul Servais:** Dat is niet juist. Lees de nota, mijnheer Van der Maelen!

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik zal u de conclusie voorlezen.

**Jean-Paul Servais:** (...) Zij zeggen niet dat wij de mogelijkheden hadden om ons te verzetten tegen de kapitaalverhoging. Dat is niet juist! Dat is niet juist!

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik zal citeren uit de nota: "Het eigen vermogen van Dexia en Dexia Bank België is kunstmatig versterkt. De diensten stellen voor 550 miljoen euro in mindering te brengen van het eigen vermogen van Dexia en Dexia Bank België." Dat komt letterlijk uit de nota voor het directiecomité van 17 december 2009.

Drie diensten, extern aan de CBFA, zeggen dus dat er geen enkel probleem is. Uw eigen interne

diensten zeggen dat er wel een probleem is. Mogelijks kent men de heer Jurdan zijn mogelijkheden niet, maar ik snap niet waarom de heer Jurdan of zijn dienst dan aanbeveelt om het kapitaal te verlagen.

**Jean-Paul Servais:** Nu begrijp ik waar de verwarring zit. U spreekt over een kapitaalverlaging, maar het is geen kapitaalsverlaging. Het is een imputatie tegen het eigen vermogen. Het kapitaal is niet verlaagd, mijnheer Van der Maelen. Sorry, maar wie heeft dat gezegd? Toch niemand bij de CBFA.

**Dirk Van der Maelen (sp.a):** U speelt op woorden. "550 miljoen euro in mindering brengen op het eigen vermogen," staat er.

**Jean-Paul Servais:** Wel, dat is toch gebeurd? Je ne comprends pas.

**Dirk Van der Maelen (sp.a):** Mijnheer Servais, wanneer is dat gebeurd? Meer dan een jaar na die nota! Op een moment dat niet meer de CBFA onder uw leiding verantwoordelijk was, maar op het moment dat de CSRSFI er is.

Wij weten dat het directiecomité van de CBFA op 17 december beslist heeft om niet te beslissen, en voorgesteld heeft dat u samen met de heer Bonte zou gaan praten met de heer Mariani.

**Jean-Paul Servais:** Nee, niet met de heer Mariani, maar vooral met de referentieaandeelhouders. De heer Mariani heeft daar niets mee te maken. Kunt u mij dat uitleggen? Sorry, maar u leeft in de methodologie van de Frans-Belgische benadering. Dat heeft er niets mee te maken. Welk voordeel zou het hebben om met de heer Mariani te spreken?

**Dirk Van der Maelen (sp.a):** Ik stel voor dat wij overgaan tot een onderzoekscommissie, dan kunnen wij dat eens uitzoeken.

La **présidente:** Mais cela ne changera rien. (...)

**Dirk Van der Maelen (sp.a):** Er is een constante in het optreden van de CBFA ten aanzien van Dexia. Die constante is: Dexia vraagt en CBFA draait.

Ik zal u nog een voorbeeld geven.

**Jean-Paul Servais:** Mijnheer Van der Maelen, Dexia heeft niets gevraagd. Niets! Laten wij duidelijk zijn: Dexia heeft niets gevraagd aan de CBFA. Het spijt mij, maar u vindt geen enkel

document op dat vlak terug.

Sorry, maar er is verwarring met betrekking tot het concept.

Mag ik vragen dat u mij toestaat om te proberen nuttig te zijn en om dat op een serene manier uit te leggen?

Ik denk dat veel van uw vragen beantwoord kunnen worden op een heel simpele manier. Aanvaardt u dat of niet?

**Dirk Van der Maelen (sp.a):** Ja, ik luister.

**Jean-Paul Servais:** Dank u. Het probleem is dat u een verwarring maakt tussen een kapitaalverlaging en de annulering van een kapitaalverhoging.

**Dirk Van der Maelen (sp.a):** Maar nee!

La **présidente:** Monsieur Van der Maelen, vous avez eu votre tour. Donc vous allez écouter maintenant et, ensuite, vous reprendrez la parole, s'il vous plaît.

**Jean-Paul Servais:** Simplement, il faut admettre, monsieur Van der Maelen, que le parlement ne nous a jamais donné, à l'époque où la CBFA est en charge du contrôle - parce que les conditions ne se posaient peut-être pas dans ces termes-là -, la possibilité de nous opposer à une opération de ce type-là au préalable, voire même d'annuler l'augmentation de capital. Je précise que la BNB n'a pas non plus cette compétence-là, à l'heure actuelle, de faire annuler à elle toute seule une augmentation de capital. On peut le regretter mais, dans ce cas-là, il faut juste demander à Francis Delpérée, Marc Uyttendaele, Johan Vande Lanotte, qui sont d'excellents professeurs de droit constitutionnel, qu'il faut modifier - je dis cela comme externe. Je ne suis pas objectif parce que je donne cours à l'ULB. Donc, par rapport aux prestations de Marc, forcément... Il faut juste leur demander de donner des rôles, des compétences judiciaires à la CBFA ou à la BNB qui sont de simples autorités de contrôle administratif. Nous n'avons pas les pouvoirs d'annuler des opérations à l'égard du Code des sociétés.

La **présidente:** Évidemment.

**Jean-Paul Servais:** C'est une chose. Deuxièmement, ce que proposent Pierre Jurdan et consorts dans la note, c'est de dire: "Nous avons des problèmes avec cette opération". Excusez-moi, monsieur Van der Maelen, mais

sauf à être masochiste ou à vouloir perdre mon temps, pourquoi croyez-vous que je vais voir avec mes collègues et tout le comité de direction – puisque je peux vous citer tous les gens qui étaient d'accord avec Bonte, Servais and co? Il y avait unanimité. Michel Flammé, Marcia De Wachter, Inge Bekaert (?), etc. Tous, on était d'accord pour dire: "Résolvons le problème à la base et, en même temps, avançons avec une autre piste". Résolvons le problème dans nos compétences qui est de dire: "Est-ce que Dexia, qui était peut-être le banquier naturel pour Holding Communal et ARCO dans le cadre des opérations bancaire courantes, ne peut pas être remplacé pour un autre?". Nous avons donc encouragé les actionnaires de référence. Quand je vous dis, documents à l'appui qui peuvent être consultés je suppose par vos experts, qu'il y a encore eu des discussions jusqu'en août 2010. À un moment donné, j'ai dit à ce moment-là: "Ca ne va plus, nous allons de l'avant avec le règlement en fonds propres qu'en plus nous avons fait modifier à notre propre initiative dans le cadre de Bâle III pour avoir des armes plus fortes pour non pas annuler le capital, non pas annuler la participation de ARCO et Holding Communal mais, dans le calcul de la réglementation relative aux fonds propres, d'ordre purement prudentiel, imputer cela sur les fonds propres". C'est ce que nous avons fait. Je suis désolé de vous décevoir. La note de Jurdan and co - au risque de vous décevoir parce que je sais qu'on est allé dans la presse avec ça – a été mise en œuvre sur base d'un règlement plus fort. Et cela n'aurait rien changé que vous l'ayez fait en novembre 2008, en mars 2009, en 2010 voire même en 2013, 2014.

C'était simplement le calcul des fonds propres sachant qu'on était 3 fois au-dessus de la moyenne. Pas au-dessus de la moyenne, au-dessus des exigences légales. Je m'excuse, je ne peux pas vous expliquer plus que ce qui est l'état de la législation et des pouvoirs d'action de la FSMA sachant que cette inspection quand je dis: "Oui, op de hoogte gebracht". OK. Prenons-moi au mot. Dans un PV que je n'ai pas encore corrigé, soit. Mais prenons-moi au mot. Qu'est-ce qu'on a fait? Quand on a envoyé Pierre Jurdan, on lui a demandé d'aller voir sur place les conditions précises, individuelles de tous les différents crédits. Mais on n'envoie pas un inspecteur universitaire sans reconnaître le terrain.

Bien sûr, il y a eu des documents en octobre, novembre, décembre, janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 2009. C'est évident puisque c'était un *ongoing process*. Rappelez-vous quand

même, je m'excuse, toute la discussion avec le fait de savoir qui ou non donnait une garantie d'État. Est-ce que c'était le gouvernement en affaires courantes à un moment donné ou les Régions? Tout cela est un *ongoing process* avec tout ce qui est *inpandgeving*. Forcément, on récolte des documents. Puis, on envoie un inspecteur pour parfaire l'analyse. Analyser les dossiers cas par cas. Et ce n'est pas encore fini après cela. On demande encore l'avis d'un réviseur qui ne nous lie rien.

Het is geen instantie waar wij over spreken, maar een bedrijfsrevisor. Er is maar één instantie bij de CBFA die bevoegd is, en dat is het directiecomité. Bij de NBB wordt hetzelfde model gebruikt. Ook daar is alleen het directiecomité bevoegd. Voor de rest is er enkel advies.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Er zijn andere experts die zeggen dat de CBFA van mij het begin had moeten dwarsliggen tegen die cirkelfinanciering. De heer Duplat, één van uw illustere voorgangers, heeft dat nog gezegd in de commissie van het Vlaams Parlement.

**Jean-Paul Servais**: Mijnheer Van der Maelen, u bent een ervaren Parlements lid. U bent in het bezit van een licentie in de rechten. Akkoord? Wanneer is die wet bekrachtigd waar u het over heeft? Zeg het maar. Ik ben tegelijk blij en niet blij om uw vraag te horen.

Waarover gaat het hier? Het gaat over de wet der omzetting van de Faziorichtlijn, van de toenmalige gouverneur van de Banca d'Italia. Die wet is na stemming bekrachtigd op 31 juli 2009. Zonder het retroactieve feit is de inwerkingtreding te situeren in oktober 2009. Bovendien was de wet niet van kracht, en dat hadden de experts moeten weten, aangezien de wet enkel geldt in het kader van overschrijding van drempels: 10 %, 20 %, 30 %, 50 %. Alle aandeelhouders van Dexia hanteerden dat in onderling overleg. Zij zaten namelijk boven 65%. Sorry, maar de wet was met andere woorden niet van toepassing.

*Présidente: Christiane Vienne.*

*Voorzitter: Christiane Vienne.*

La **présidente**: Chers collègues, nous sommes en commission ici. Ce n'est pas un dialogue. Si vous voulez vous disputer, n'hésitez pas. Vous le faites quand vous voulez. Ici, nous sommes dans une commission parlementaire. Posez vos questions, M. Servais y répondra comme il l'a fait avec beaucoup d'amabilité. Essayez de ne pas poser toujours les mêmes, si vous voulez bien, parce

que vous obtenez toujours les mêmes réponses. Je vous cède très volontiers la parole mais, s'il vous plaît, on ne s'interrompt pas, on s'écoute. Si les collègues veulent intervenir, ils doivent pouvoir en avoir la possibilité. Merci.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik sluit dit punt af.

Ik stel vast dat er een verschil van mening is over de mogelijkheden tot ingrijpen van de CBFA. De heer Servais zegt ons hier dat de CBFA die mogelijkheid niet had. Ik zeg dat andere experts stellen dat die mogelijkheid er wel was en dat de CBFA de voet dwars had kunnen zetten ten aanzien van die operatie.

Het is mijn stelling dat die operatie tegen de wet indruist en, zoals de heer Servais al heeft gezegd, bestaat de hoofdopdracht van de CBFA erin, ter bescherming van de gemeenschap, de wetgeving met betrekking tot banken correct te doen toepassen.

Dit is een verschil van mening. Ik ga nu over tot een ander punt.

La **présidente**: Votre thèse figurera au rapport. Nous avons tous compris qu'elle n'est pas partagée par M. Servais. Nous écoutons vos questions suivantes.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Op 24 februari 2009 heeft de CBFA een verzoek gekregen van Dexia Holding om de bevrozing van de liquiditeitslijn van 6 miljard euro van DBB naar DCL op te heffen. Dat klopt, mijnheer Servais?

**Jean-Paul Servais**: Wat is het verband met de problematiek van vandaag?

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Wat het verband is?

**Jean-Paul Servais**: Mijnheer Van der Maelen, men heeft mij gevraagd om te komen voor een debat over de kredietverlening aan aandeelhouders. Ik kom niet met data over 23, 24 of 25 februari. Sorry. Ik heb geen documenten bij mij. Dat heeft er niets mee te maken.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik zal mijn verhaal afmaken. Het verband met het dossier is dat het niet eenmalig is dat een standpunt ingenomen door de operationele diensten van de CBFA niet gevolgd wordt. Dat is het verband.

Ik zeg u, op 24 februari 2009 – en dat u de datum niet meer kent –, dat is geen probleem, maar u bent het toch met mij eens dat de liquiditeitslijn

bevroren was en dat u nadien een vraag van Dexia Holding hebt gekregen om de bevrozing op te heffen. Dat was op 24 januari. Op 27 februari 2009, drie dagen later, is er een nota van de diensten van de CBFA om de bevrozing te handhaven gelet op het fragiele karakter van de liquiditeit bij Dexia Bank België en ten tweede, gelet op het feit dat, indien de liquiditeitslijn werd hersteld, DBB dan fondsen uit ELA, het noodkrediet bij de Nationale Bank zou halen. Dat komt – dit is mijn eigen vertaling – neer op een financiering van België naar Frankrijk toe. De eerste twee argumenten zijn van de dienst.

La **présidente**: Pour la clarté des débats, nous avons aujourd'hui une discussion à votre demande, cher collègue, sur l'opération de recapitalisation. Si vous voulez poser des questions différentes, expliquez-nous en quoi elles sont en lien avec la recapitalisation.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Je viens de le dire.

La **présidente**: Ça ne me semblait pas très clair, en tout cas.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Je vais essayer de le faire en français, dans ce cas. Ma thèse de base est que la CBFA n'a pas fonctionné comme il le fallait dans le contrôle de Dexia.

**Jean-Paul Servais**: C'était déjà votre opinion avant de ...

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Excusez-moi, ne m'interrompez pas maintenant. J'ai donné un premier exemple: l'augmentation de capital. On en a discuté, je ne reviens pas là-dessus.

Il y a un deuxième point, fort important, dans ce dossier de Dexia: les lignes de crédit entre Dexia Banque Belgique et DCL. Je crois que tout le monde est d'accord sur ce point. C'est très important. C'est même tellement important que c'est par l'existence de ces crédits que les Français nous mettent le couteau sur la gorge pour que nous acceptions leurs conditions. On est tous d'accord là-dessus.

La **présidente**: Où est la question?

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Vous me demandez d'abord de vous expliquer le contexte.

Le 24 février, il y a une demande de Dexia Holding de lever le blocage des lignes de liquidités de 6 milliards d'euros de DBB à DCL.

De dienst zegt om dat niet te doen. De twee redenen daarvoor heb ik u gegeven. Er is het fragiele karakter van de liquiditeit van de bank zelf, en indien de liquiditeitslijn hersteld wordt, dan zal DBB fondsen moeten halen bij ons eigen Nationale Bank, ELA. De conclusie is dat op de dienst geen positief gevolg wordt gegeven op de vraag van Dexia tot het herstellen van de liquiditeitslijn.

Wat is echter de beslissing geweest van het directiecomité op 27 februari 2009? Het staat toch het herstel van de liquiditeitslijn toe. Dexia vraagt, CBFA draait. Dat is mijn tweede voorbeeld van een aparte benadering van één bank, Dexia, door de CBFA.

Ik zou aan u graag willen vragen waarom het directiecomité afgeweken is van de nota van de eigen dienst van 27 februari. Ik heb u die vraag al eens gesteld, maar ik vraag het u nog eens. Beschrijf ons eens hoe de liquiditeitslijn van zes miljard euro later is gestegen.

Als laatste vraag zou ik willen weten waarom en op vraag van wie de liquiditeitslijn werd opengezet en later opgedreven.

**La présidente:** La question n'étant pas mise à l'ordre du jour, j'imagine que vous n'avez pas les documents pour étayer votre réponse. Mais si vous souhaitez y répondre, je vous cède volontiers la parole.

**Jean-Paul Servais:** Merci, madame la présidente, pour cette précision fort utile. J'avais cru comprendre que je venais pour une audition relative à la problématique des prêts accordés aux actionnaires de référence. Je crois avoir répondu.

Maintenant, M. Van der Maelen vient avec tout un plaidoyer où il veut faire apparaître que, systématiquement, le comité de direction ne suivrait pas l'avis. C'est absolument faux et contraire à la réalité. C'est très clair.

Ensuite, il n'y a aucune instruction, aucun ordre qui serait venu de qui que ce soit... Je suis désolé, monsieur Van der Maelen, mais il faut revenir à la réalité. La CBFA ou la BNB n'ont jamais eu d'instruction de qui que ce soit à l'extérieur de leur institution respective. Je suis désolé de vous décevoir.

Vous me permettez d'aller revoir les dossiers. Je peux revenir pour voir quelle est l'évolution de ce dossier. Je ne vais pas parler de dates. Si je dis que cela a été fait le 22 février et qu'après, on me

dit: "vous avez déclaré en séance que c'était le 22, alors que c'était le 21 ...". Je connais le jeu parlementaire. Je ne vais pas entrer là-dedans, monsieur Van der Maelen. Je vais vérifier ce qu'il en est.

Ik benadruk dat het beleid van de FSMA niet enkel wordt gevormd door de uitvoering of de afwijking van een advies. Het directiecomité neemt zijn verantwoordelijkheid als enige instantie.

Je regrette aussi de devoir dire à M. Van der Maelen qu'on ne peut pas nécessairement être d'accord – et je ne sais pas si l'on se trouve dans ce cas-là; je vais vérifier -, que l'on n'est pas toujours enclin à suivre, par définition, l'avis des uns et des autres. Car, à ce moment-là, on n'a plus besoin de comité de direction. Il suffit de mettre un cachet.

D'ailleurs, il arrive chaque semaine qu'un certain nombre de propositions d'avis ne sont pas suivies sur certains aspects. C'est une question d'opportunité ou pas. Mais je précise bien: indépendamment du cas cité ici et que je dois vérifier.

Je souligne tout autant qu'il n'y a jamais eu d'instruction et que Dexia a été traitée comme toutes les banques. Je ne vois pas comment on aurait pu agir autrement, eu égard à la législation, qui est le seul outil de référence que nous mettons en œuvre, overeenkomstig de desbetreffende wettelijke bepalingen.

**La présidente:** Merci, monsieur Servais. Je vous propose de produire une réponse par écrit à la commission. Ce sera plus simple.

**Kristof Waterschoot (CD&V):** Mijnheer Servais, wat de these betreft die de heer Van der Maelen tracht te ontwikkelen en die ook nieuw is voor mij, zou het misschien nuttig zijn om van u een overzicht te krijgen van beslissingen inzake Dexia.

Ik weet niet of dat mogelijk is. Misschien verhindert het beroepsgeheim u dat, maar de nota's van de FSMA vliegen toch zwierig rond in onze commissie. U mag ons dat gerust vertrouwelijk bezorgen. Ik weet niet of dat kan.

Wij hebben nu twee concrete gevallen waarin de heer Van der Maelen aantoont dat er is afgeweken. Er zullen waarschijnlijk heel wat vragen geweigerd zijn. Ik wil gewoon een balans opmaken. Kunt u daarover nu al een toelichting geven? Ofwel heeft de heer Van der Maelen gelijk, ofwel niet.

Mevrouw de voorzitter, dit is een vraag waarop het antwoord later kan worden bezorgd, want het betreft inderdaad niet het onderwerp van het huidig debat.

La **présidente**: Je pense qu'il suffira en grande partie de relire les PV d'audition de M. Servais, qui a déjà répondu pendant quatre séances; je ne sais combien d'heures d'audition cela fait au total. Beaucoup d'informations se trouvent déjà dans les auditions.

**Kristof Waterschoot** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, ik ben het op zich wel met u eens, maar wij zijn nu al zover gekomen. Wij zijn hier vanmiddag (...) aan het organiseren. Ik wil zeker niet de indruk wekken dat wij de argumenten van onze collega niet ernstig nemen of onder de mat willen vegen. Dat is zeker niet het geval. Inhoudelijk ben ik het absoluut eens. Begrijp mij niet verkeerd. Het was echter een poging waard om te kijken hoe wij ermee moeten omgaan.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): (...) Het feit dat wij geen toegang hebben tot de documenten belet ons om de thesis die ik verdedig te kunnen onderbouwen. Weet u hoeveel moeite ik heb moeten doen om dit soort van informatie te pakken te krijgen? Het gaat deze keer weer niet over een klein element in het dossier. Het gaat over een heel belangrijk element in het dossier. Het heeft er namelijk voor gezorgd dat er op een bepaald moment enorm veel geld van België in Frankrijk zat, zoveel geld dat België bij de onderhandelingen die recentelijk gevoerd werden akkoord moest gaan met een reeks voorwaarden, onder meer wat de garanties betreft. Het gaat hier dus over iets heel belangrijks: het toelaten van het oplopen van de factuur van de schuld die in Frankrijk bestaat ten aanzien van Dexia Bank België.

Ik heb verwezen naar een artikel in *De Morgen* waarin Marc Deconinck zei dat iedereen, ook de CBFA, zwaar onder druk stond om Dexia ter wille te zijn en dat dit de reden was waarom de krediet- of liquiditeitslijn gestegen is van 10 naar 15 en 20 miljard. Het gaat hier dus over een heel belangrijk element in het dossier. Ik stel tot mijn spijt vast dat de CBFA, opnieuw ingaand tegen het advies van de eigen interne diensten, toch Dexia zijn zin heeft gegeven.

La **présidente**: Excusez-moi, cher collègue. Je voudrais tout de même rappeler certaines choses. Nous avons des experts. Un travail de fond a été réalisé. Toutes les informations que vous

demandez, les experts les ont; elles sont à votre disposition.

La préoccupation qui est la vôtre est celle de chacun d'entre nous. Nous voulons tous comprendre, connaître la vérité.

Je pense qu'à un moment donné, il y a des limites aux thèses que les uns et les autres peuvent développer. Il faut, à un moment donné, accepter avec humilité que quand notre thèse ne se vérifie pas, il faut explorer d'autres pistes.

Si M. Servais souhaite amener des éléments complémentaires, je l'invite à le faire. Si ce n'est pas le cas, je vous propose de continuer le travail. Nous aurons, la semaine prochaine, trois journées de travail complètes avec les experts. S'il y a l'un ou l'autre élément à clarifier, l'occasion nous sera donnée de le faire à ce moment-là.

Nous vous écoutons, monsieur Servais.

**Jean-Paul Servais**: Deux choses. J'ai des difficultés à comprendre les interventions de M. Van der Maelen. Je ne vois absolument pas ce que l'interview de M. De Coninck a à voir avec le point qu'il a soulevé. J'ai même eu l'occasion de vous dire que nous avons appelé M. De Coninck pour qu'il nous explique de quoi il parlait. Nous n'avons pas eu de réponse.

Ensuite, à ce que je sache, M. De Coninck parlait d'une situation qui se passe après le *Twin Peaks*, sauf erreur de ma part et qui avait trait à 2011. Je ne vois donc pas vraiment le lien.

Je vois bien la démonstration que vous essayez de faire, mais elle n'a pas lieu d'être parce qu'il n'y a pas de statistique qui dit que dans x % des cas, la CBFA ou la BNB suit ... ou pas. Je veux bien essayer de voir ce que cela donnerait.

Vos experts pourront en témoigner: il y a énormément de décisions qui sont prises, de rapports d'information qui sont apportés chaque semaine aux instances de contrôle en Belgique, que ce soit pour Dexia ou pas. Ceci explique le volume des documents. On peut essayer de voir ce qu'il y a moyen de faire. Mais cela ne se fera pas en un jour.

Et je ne suis pas sûr que l'on puisse, sous un angle scientifique, en faire découler ...

We kunnen daarvan niet iets afleiden op wetenschappelijk vlak als zoveel procent. Bovendien, wat betekent een afwijking? Voor een

nota van tien, twintig, dertig, veertig bladzijden zou het kunnen zijn dat men het advies volgt, maar afwijking is geen goede uitdrukking. Ofwel gaat het alleen maar over een bepaald aspect van de nota, ofwel over een wijziging in de uitvoeringsbrief. Dat kan vrij gediversifieerd zijn in dat perspectief. Ik kan wel een poging doen, maar ik herhaal: de werkwijze gehanteerd door de toezichhouders is dezelfde voor alle soorten kredietinstellingen.

Ik zal het punt van de heer Van der Maelen checken, maar we hebben geen enkele druk gekregen, geen telefoon van Dexia op dat vlak. Laat ons duidelijk zijn: zo werkt het niet in de wereld van de toezichters. Ik denk dat ik op dat vlak toch veel uitleg heb gegeven over de aanpak die wij hebben gevolgd voor de imputatie tegen het eigen vermogen in het kader van de discussie van vandaag.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mijnheer Servais, sta mij toe dat ik mij verwonder over het feit dat u zich niet meer herinnert of het nu 24 of 27 februari was. Geen probleem, dat is menselijk. Dat u zich niet meer herinnert dat er op een bepaald moment een bevrozing was van de liquiditeitslijn tussen Dexia Bank en DCL en dat er dan ook een vraag is gekomen om die te ontvriezen, vind ik wel raar.

Zoals ik al gezegd heb gaat het over een heel belangrijk onderdeel in dit dossier. Het heeft tot veel problemen geleid. Het heeft ons in een heel zwakke positie gezet in de onderhandelingen. Ik betreur het dat u daar opnieuw regelrecht bent ingegaan tegen het advies van uw diensten. Dat Dexia op dat moment een probleem had met haar eigen liquiditeit staat vast. Dat mogen onze experts onderzoeken.

Ten tweede, het staat ook vast dat als we dat deden Dexia dan ELA's moest aanspreken. Dat kan men niet ontkennen. Dat stond allemaal in de nota van de diensten. Toch heeft het directiecomité gezegd dat er geen probleem was, dat men kon ontvriezen en dat er weer geld van Dexia Bank België naar DCL mocht gaan.

Als u zich dat niet meer herinnert dan zijn er redenen om ongerust te zijn.

**Jean-Paul Servais**: Non, monsieur Van der Maelen. J'ai l'habitude d'être précis dans mes réponses. Je crois que je vous ai assommés avec des dates, des documents et des rapports. Je veux bien revenir; il n'y a pas de problème. Mais je ne crois pas que les choses se présentent comme vous croyez pouvoir les présenter. J'ai compris le

sens de votre plaidoirie, comme tout le monde dans cette salle. Je me permettrai simplement de me limiter à la réalité scientifique, qui me permet aussi de rappeler que la situation de liquidités du Groupe Dexia – je l'ai déjà expliqué, en votre présence ou non, lors des auditions – était monitorée par la CBFA et par la BNB dans le cadre des reportings de liquidités partagés avec les autres régulateurs. Cela ne posait pas de problème en 2009, 2010. Pour cet aspect précis, vous me permettrez de revenir, s'il échet, de manière plus précise, pour éviter qu'on doive s'écharper sur des questions de dates et sur la nature même de la décision. Mais j'aimerais bien vérifier quel était l'état du dossier à l'époque. Et je crois que ce n'est pas comme cela que le dossier se présentait à l'époque, notamment en termes de gestion du groupe, en termes de gestion globale de liquidités.

Je me permettrai de revenir et, comme d'habitude, je crois vous avoir exposé ... On m'a même reproché d'avoir été trop détaillé, avec de très nombreux *slides*. Il n'y a aucun problème à vous fournir ce qu'il faut, pour autant que l'information ne soit pas déjà en possession de vos experts, qui ont accès à la base de données qui comprend tous les éléments utiles.

**La présidente**: Merci, monsieur Servais. Nous verrons avec les experts. Le cas échéant, nous vous proposerons de nous rédiger une petite note de réponse à la question.

Je vous remercie de votre disponibilité.

Chers collègues, nous nous revoyons la semaine prochaine, pour trois journées de travail intense, pour formuler des recommandations dont nous espérons qu'elles apporteront des réponses efficaces au problème soulevé aujourd'hui.

**Dirk Van der Maelen** (sp.a): ... deze week nog kunnen krijgen, mevrouw de voorzitter? Niet nadat de commissie haar werkzaamheden gedaan heeft. Voor de 19 maart.

**La présidente**: Nos experts vont se pencher sur la matière et ils demanderont à M. Servais les éléments qui leur manquent. Nous les aurons rapidement, avant notre séance de travail.

*La réunion publique de commission est levée à 19.17 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 19.17 uur.*